



Intervention parlementaire

N° de l'intervention : 158-2021
Type d'intervention : Motion
Motion ayant valeur de directive : ☐
N° d'affaire : 2021.RRGR.227

Déposée le : 17.06.2021

Motion de groupe : Non
Motion de commission : Non
Déposée par : Baumann-Berger (Münsingen, UDF) (porte-parole)
von Arx (Schliern b. Köniz, pvl)
Arn (Muri b. Bern, PLR)
Wenger (Meikirch, UDC)
Mentha (Liebefeld, PS)
Steiner (Boll, PEV)
de Meuron (Thun, Les Verts)

Cosignataires : 0

Urgence demandée : Non
Urgence accordée :

N° d'ACE : du
Direction : Direction des travaux publics et des transports
Classification : -
Proposition du Conseil-exécutif : **Sélectionner**

Déploiement d'un réseau de stations-service à hydrogène sur l'ensemble du territoire suisse d'ici à 2025

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'intercéder en faveur du déploiement d'un réseau de stations-service à hydrogène accessibles au public sur l'ensemble du territoire suisse et de s'engager pour ce projet au niveau fédéral. À cette fin, au moins 100 stations-service devront ouvrir d'ici à 2025 sur les axes routiers principaux, en particulier sur les aires de ravitaillement, les entrées et sorties d'autoroute et autres carrefours importants (notamment afin que les véhicules des transports publics puissent également en profiter). La Confédération doit mettre des moyens à disposition pour promouvoir ce projet sous forme de financement initial et d'implantation d'au moins 100 stations-service à hydrogène d'ici à 2025.
2. d'échanger avec d'autres cantons afin de créer des synergies dans le déploiement de l'infrastructure d'alimentation en hydrogène et de viser des solutions uniformisées et coordonnées pour que les stations-service à hydrogène puissent être déployées de manière efficace, judicieuse et rapide.

Développement :

En Suisse, des acteurs du secteur privé travaillent actuellement sur le déploiement d'une infrastructure de stations-service à hydrogène dans le cadre d'une collaboration unique entre fabricants de camions, exploitants de stations-service et constructeurs automobiles. L'immense avantage de cette technologie est que les véhicules à grande autonomie, en particulier les camions, bus, voitures de livraison, autocars, mais

aussi les véhicules de tourisme, peuvent être ravitaillés en peu de temps en carburant renouvelable. Plusieurs constructeurs ont annoncé l'arrivée de nouveaux véhicules à pile à combustible. Peugeot, Opel, Citroën et Renault vont mettre sur le marché des véhicules utilitaires légers à pile à combustible dès la fin de cette année. D'autres constructeurs prévoient également de lancer de nouveaux modèles propulsés à l'hydrogène dans la gamme des véhicules de tourisme, des véhicules utilitaires légers ou des camions. Hyundai travaille même sur un alignement des prix d'ici à 2025 entre les véhicules à combustion, à pile à combustible et électriques. Afin de créer en Suisse un marché intéressant pour les véhicules propulsés à l'hydrogène, il est nécessaire d'avoir une bonne infrastructure de base de stations-service à hydrogène. Pour être en mesure de déployer rapidement une telle infrastructure en Suisse et en Europe et d'aller de l'avant, l'industrie a besoin de sécurité en termes de planification et d'investissements. C'est sur ce point que la responsabilité incombe clairement aux cantons, car les aires de ravitaillement (avec restaurants et stations-service) et le réseau de transports à proximité des jonctions autoroutières relèvent de la compétence des cantons.

A l'heure actuelle (2021), le coût d'une station-service à hydrogène tourne autour de 1,2 à 1,5 million de francs. En Suisse, il y a près de 60 aires de ravitaillement. L'installation d'environ 100 stations-service à hydrogène à des points stratégiques le long des axes routiers principaux, tels que les aires de ravitaillement, les entrées et sorties d'autoroute et autres carrefours importants, permet par conséquent de bien couvrir le territoire suisse. Comme ces stations sont accessibles au public, elles peuvent également être utilisées par des véhicules des transports publics et assurer une bonne exploitation de base dans les régions un peu plus rurales. Le coût global des investissements atteint ici les 120 à 150 millions de francs. Une subvention d'encouragement de l'ordre de 20 à 40 % des coûts d'investissement pour 100 stations-service enverrait un signal fort, augmenterait massivement la sécurité de la planification des constructeurs automobiles, des entreprises de transport et des exploitants de stations-service et accélérerait significativement le déploiement.

Destinataires
– Grand Conseil